Numéro 119
Mardi
1er avril 1980
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Récession : bruits de panique à Wall street • Mots croisés avec le G.s.e de la Sécurité Sociale • « Oubliez l'Art et l'Essai, demandez du Guignolo ! » par Guillaume Douze • De marée noire en centrale nucléaire, le front écologique s'étend • Corrèze : le R.p.r se dérobe • Drôme : contre la désertification • Meaux : conflit au Conseil municipal • Le point sur les négociations sociales

Présidentielles : campagnes prématurées pour des candidats présumés

Le candidat du P.s à l'élection présidentielle ne sera pas choisi à *Europe n° 1* ou à *Antenne 2*. Il ne sera pas choisi par les auditeurs ou les téléspectateurs. Ni par les sondeurs. Le candidat des socialistes ne sera pas choisi par ceux qui ne le sont pas. Il sera désigné par les socialistes. Par tous les socialistes. Pas par la décision de tel ou tel ou un pacte conclu entre quelques-uns.

Laurent Fabius et Pierre Joxe ont rappelé ces règles, votées par les militants, et qui sont donc la loi pour tous. Il faut cependant les répéter encore puisqu'on les méconnaît.

Les conditions de mise en œuvre de la procédure réglementaire de désignation doivent être arrêtées par la Convention nationale des 26 et 27 avril, qui aura essentiellement à fixer un calendrier. Le point de départ de cette procédure sera la date de dépôt des candidatures. Jusque-là, nul ne devrait s'autoriser à se déclarer, ni à apporter son soutien à celui-ci ou à celui-là.

Ce n'est pas l'heure d'une campagne électorale au sein du P.s. Et ce ne sera jamais l'heure d'une campagne extérieure, visant à imposer, du dehors, leur choix aux militants. A plus d'un an de l'échéance, le Parti socialiste a autre chose à faire qu'à jouer à ces jeux, alors que tant de combats l'appellent à se mobiliser pour la défense des travailleurs.

Anticiper sur un calendrier qui ne sera décidé que dans trois semaines après le débat d'une instance démocratique statutaire ; ignorer les règles de procédure voulues par le parti tout entier ; engager sur les médias des opérations de propagande, sont autant d'actions non seulement irrégulières, mais encore nuisibles. Et qui peuvent conduire à d'étranges raisonnements. Par exemple celui qui consiste à se prononcer entre deux - et deux seuls - candidats putatifs dont l'un au moins dément la volonté qu'on lui prête de se présenter. Et faire comme s'il ne pouvait pas y en avoir d'autres que ces deux moins un ! Oubliant ainsi que le Premier secrétaire du P.s pourrait, après tout, représenter le P.s.

Certes, il n'en a pas annoncé son intention mais il n'a pas non plus fait savoir qu'il y renonçait. C'est bien son droit de respecter les délais. C'est bien son droit de respecter ses devoirs.

Georges Fillioud

Pierre Mauroy au Club de la Presse

« Tout mettre en œuvre pour battre la droite »

Sur la politique giscardienne

La politique de ce septennat a été une politique au fil de l'eau, de dérive, et il est parfaitement clair maintenant que la politique du Gouvernement est une politique de régression et d'échec. Le septennat est caractérisé par le chômage. Politique de l'échec : l'inflation, on voulait la réduire : échec ; l'équilibre budgétaire, on voulait l'assurer : échec ; le déficit extérieur, on voulait le supprimer : échec. Dans le domaine des inégalités, on sait qu'un homme sur deux, une femme sur quatre gagnent moins de 2 700 F par mois. Que les deux tiers des salariés ont moins de 3 900 F par mois nets. Voilà pour les revenus. Si l'on parle du patrimoine, on constate que 10 % des Français possèdent 50 % de la fortune française.

Chaque jour ouvrable, c'est 1 000 chômeurs de plus depuis que M. Giscard d'Estaing est le Président de la République. Je crois que cette politique du chômage est sans doute ce qui caractérise le plus le septennat actuel.

Sur les raisons du soutien à Michel Rocard

Dès le congrès d'Epinay, en 1971, les conditions du succès du Parti socialiste, rassemblé autour de François Mitterrand, ont été la cohésion sans cesse renforcée et une volonté d'ouverture toujours renouvelée. Pendant sept ans, la progression du parti et son rayonnement furent exemplaires et les Français se mirent progressivement à l'heure du socialisme et de l'union de la gauche qui aurait dû l'emporter en mars 1978.

L'échec, délibérément provoqué par le Parti communiste et les divergences

(suite en page 2)

Corse, baril de poudre

La fédération de Haute-Corse dénonce

Les dangers d'explosion de la Corse restent évidents pour tous ceux qui visitent l'île.

La Délégation du P.s (*) qui s'est rendue dans les départements corses du 25 au 29 mars est revenue édifiée : « Nous sommes d'accord avec l'analyse de la Fédération », nous a déclaré Claude Bartelone. Celle-ci a dénoncée le climat de l'île :

« Notre combat est un combat contre la droite : celle-ci se manifeste par les violations de la démocratie appuyé sur les pouvoirs de l'argent et de la fraude, par la répression sur tous les plans des aspirations populaires et par la guerre civile préparée par le S.a.c et les barbouzes. En tant qu'hommes de gauche responsables soucieux de préserver la paix civile, d'assainir l'expression démocratique et de défendre les libertés, nous nous devons de mener un débat politique clair. Celui-ci serait obscurci et l'image du P.s, parti démocratique et responsable, serait souillé s'il venait à transiger sur ses principes et offrir le spectacle d'une compromission quelconque avec les forces de droite.

Or, les masques sont tombés : l'Etat-major radical de Haute-Corse est à présent ouvertement sur les positions giscardiennes. Déjà pour la venue de Barre, il avait refusé de s'associer à une manifestation contre sa politique, et l'avait au contraire reçu en grande pompe à Venaco. Aujourd'hui les chefs radicaux de Haute-Corse font officiellement profession de foi de giscardisme.

« Dès lors l'étiquette de gauche est une

(suite en page 3)

(*) Composée de Marcel Debarge, Edwige Avice, Anne Trégouet, Claude Bartelone et Pierre Brana.

épingle

« Il faut rétablir l'équilibre naturel entre le chasseur et le gibier »

Le comte Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie à l'inauguration du Congrès des Chasseurs, mardi dernier.

POSITION

Cinéma

Oubliez l'Art et Essai, demandez le Guignolo !

par Guillaume Douze

Le mouvement Art et Essai, est né à la fin des années 40 pour défendre le cinéma de recherche face au cinéma de consommation, et notamment à la conquête des marchés par le cinéma made in U.s.a. Et des les années 50/60, c'est dans des salles «historiques» comme le Studio des Ursulines, le Studio Bertrand, le Studio Parnasse que les futurs acteurs de la Nouvelle Vague, entre deux séances à la cinémathèque de Langlois venaient satisfaire leur boulimie de pellicule, échanger leurs idées, rencontrer leur public...

Vers le milieu des années 70, l'Art et Essai semble à son apogée : il regroupe près de cinq cents salles sur la France, mais son déclin, c'est-à-dire, sa récupération par les grands circuits est déjà commencé.

Le classement des films dont la programmation confère aux salles le label Art et Essai et les avantages fiscaux qui s'y attachent - devenant de plus en plus lâche sous la pression de l'industrie, on verra des films de De Funès sortir sous le Label : l'Art et Essai est entré dans le cycle du cinéma de consommation et sous son apparente santé, s'est peu à peu vidé de sa substance.

L'abaissement de la T.v.a de 17,6 % à 7 %, intervenu en novembre dernier, va l'achever en effaçant le privilège fiscal qui fondait le régime Art et Essai.

Le nouveau critère de classement des salles défini par le ministère de la Culture et de la Communication vont dans le même sens, puisqu'ils visent à réduire le nombre de salles Art et Essai, en supprimant d'abord - en bonne logique capitaliste -cette aide à celles qui en auraient le plus besoin. C'est ainsi que deux cent dix salles, toutes gérées par des associations, par des équipements publics ou culturels ou des municipalités, ne bénéficieront plus de l'aide sélective pour organiser des semaines culturelles.

Déjà à Paris, où elles étaient les plus nombreuses, les salles d'Art et Essai ont commencé à disparaître ou à se reconvertir : le Jean Renoir, le Seine, l'Arlequin, les Ursulines, le Palais d'Avron pour ne citer que les cas les plus récents.

Les professionnels sont les premiers à savoir que la disparition des petites salles, liée à la concentration est une véritable lésion pour le cinéma qui se coupe peu à peu de sa base - son public - et voit se défaire le tissu économique sur lequel se fondait sa prospérité de loisir populaire.

Les chiffres de fréquentation dans la région parisienne, sous une apparente santé, cachent une réalité alarmante : alors que trois cent trente trois salles réalisaient 780.000 entrées en 1973, il en faut cinq cent onze en 1980 pour 925.000 spectateurs. Sur l'ensemble du territoire, pour un total de quatre mille cinémas encore en activité, les estimations professionnelles prévoient la disparition de deux mille salles dans les prochaines années. Ce sont, bien entendu, les «petites» salles : salles de recherche, salles de quartier, salles de petites communes.

Mais au moment où le ministère de tutelle préparait, avec la bénédiction des grands circuits, un nouveau coup contre l'Art et Essai, la profession, la presse, la radio et la télévision voyaient leur attention monopolisées par un tout autre phénomène : la sortie du dernier Belmondo-Lautner, dans deux cent cinquante salles du territoire. Budget du «Guignolo» : 2 milliards (de quoi faire une dizaine de «petits» films) - budget publicitaire : 250 millions - coût des copies : environ autant.

Oublié demain

«Le Guignolo», dit la publicité, n'est pas un film : c'est un évènement». Il illustre parfaitement, à coups de zéros, la concentration industrielle en marche. C'est un film que tout le monde connaît avant de l'avoir vu. «On montre de plus en plus, mais on voit de moins en moins» dit Godard dans le Monde-Dimanche de cette semaine. La crise du cinéma n'existe pas. Il y a seulement disparition des petits films, des petites salles.

Consommés aujourd'hui, oubliés demain : vingt ans après, c'est toujours pour «A bout de souffle» et pour rien d'autre que les Américains connaissent le nom de Belmondo. La France n'a plus (ou de moins en moins) de cinéma de recherche, mais elle a des gendarmes, des bidasses et des guignolos. Godard est retourné en Suisse, mais le cinéma des abribus, des caleçons à pois et du juste milieu a encore de beaux jours devant lui.

Pierre Mauroy

(suite de la première page)

d'appréciation d'ailleurs émises par les socialistes au congrès de Metz sur l'ampleur et la gravité du tournant communiste aboutissent à la situation actuelle du Parti socialiste : une direction élargie au Ceres et deux minorités animées par Michel Rocard et moi-même. La confirmation, et chaque jour davantage, d'un changement de ligne du Parti communiste, réduisait en bonne logique nos divergences et me confortait dans le souhait maintes fois exprimé de nous regrouper, pour les présidentielles, autour d'un candidat du consensus qui ne pouvait être que François Mitterrand, d'élargir la direction du Parti aux différents courants, en accord avec les militants bien entendu, consultés et suivant une procédure adaptée et certainement de caractère exceptionnel.

Ni la convention ordinaire de janvier, ni les préparatifs en cours de celle d'avril prochain, n'ont répondu, et ne répondent, à cette attente.

Dans ces conditions, je suis amené à penser qu'il faut appliquer nos règles, que nous aurons des primaires à l'intérieur du Parti à l'automne prochain. Je précise dès aujourd'hui que mes amis et moi-même apporterons notre soutien à Michel Rocard.

Deux préoccupations nous guident désormais : tout mettre en œuvre pour battre la droite et répondre ainsi à l'attente du peuple de gauche en proposant le candidat présentement le mieux placé pour lever l'espérance et forcer la victoire ; rappeler que la vie et la progression du Parti socialiste continueront bien au-delà des élections présidentielles et que le débat ouvert entre nous à Metz devra normalement trouver sa solution au congrès ordinaire prochain, c'est-à-dire après les élections.

Sur la perspective électorale de 1981

Si les électeurs qui ne sont pas de gauche, qui n'ont pas voté à gauche lors des dernières élections présidentielles, mais qui ont fait confiance au Président de la République actuel, n'apprécient pas, ce qui serait légitime, la politique suivie ils auront une occasion de manifester leur mécontentement de la façon la plus ferme et la plus décisive : ce sera, au premier tour, de venir grossir les voix du fait dominant socialiste qui changera complètement la situation politique française.

C'est pourquoi le résultat du premier tour de cette élection présidentielle sera très important, comme il est très important que se rassemblent les voix de gauche, toutes les voix possibles, toutes celles qui veulent le changement, sur le candidat socialiste.

Sur le mode de désignation du candidat socialiste

Lorsque surviennent des élections, le parti socialiste se pose le problème de son programme, des idées qu'il va défendre ; on les connaît, elles sont partagées par l'ensemble du parti, c'est donc clair. Il lui faut ensuite choisir un candidat : son règlement intérieur précise les conditions dans lesquelles, à bulletin secret, les militants seront consultés. C'est tout. Moi, je vous dis quelle sera ma position et quelle sera celle de mes amis ; mais enfin je m'incline respectueusement devant le choix des militants socialistes, quel qu'il soit, et il se fera.

Il est absolument nécessaire de mener une campagne active, qui doit déboucher sur la victoire de la gauche. Il est par conséquent important, non pas de désigner le candidat au dernier moment, quelques semaines ou quelques mois avant l'élection présidentielle, mais de permettre à la campagne de prendre toute son ampleur.

Je crois que, de plus en plus, à l'intérieur du P.S. les militants sont un peu agacés par cette attente. J'aurais souhaité que ce soit en juin ; je pense qu'on s'oriente vers l'automne. C'est très bien.

Ce sera très bien de déclencher des procédures d'investiture dès septembre et d'avoir un Congrès à l'automne, que ce soit fin octobre ou en novembre. C'est une date qui est possible et tout à fait acceptable. Et même souhaitable.

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC LE GSE SECURITE SOCIALE

Informaticien à la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, Jean-Baptiste Bouïs (36 ans), entré au P.s en 1974, est secrétaire du G.s.e national Sécurité sociale.

— Que représente le G.s.e dont tu es le secrétaire ?

« Il regroupe cinquante à soixante sections et groupes d'entreprises, c'est un des plus importants du Parti. Le G.s.e. Sécurité sociale est divisé en régions. Les délégués de région élisent un bureau national de vingt neuf membres. Ce bureau élit en son sein sept secrétaires. Ces derniers élisent le premier secrétaire et le secrétaire adjoint (actuellement Luc Schaffhauser). Notre G.s.e. existe depuis février 1978. Avant cette date nous faisions partie du G.s.e santé. »

— Quel est votre rôle ?

« Le rôle comme l'existence des G.s.e est prévu dans les statuts du Parti, pourtant, à l'intérieur du Parti lui-même le rôle des G.s.e nationaux n'est pas très bien connu. C'est une structure originale au Parti socialiste : nous sommes la seule organisation politique à avoir une structure nationale qui regroupe tous les militants qui ont une même activité professionnelle. Cette liaison horizontale permet des échanges d'idées, de débats.

« Les G.s.e nationaux élaborent sur la branche d'activités qui les concerne - avec les commissions et les instances dirigeantes du parti - une réflexion politique. Ils attirent l'attention de la direction du Parti sur les luttes particulières de leur secteur. Ainsi ils relient les luttes au projet politique global du Parti. Notre travail politique sur le terrain consiste à implanter le Parti dans les entreprises. En étant en contact avec les travailleurs on peut aller plus loin et donner une perspective à leur lutte. »

— Et en ce qui concerne précisément le G.s.e Sécurité-Sociale ?

« Notre réflexion propre porte sur la démocratisation de cette institution. Le système actuel est mauvais. Il faut d'abord abroger la loi de 1967 qui impose que les représentants aux conseil d'administration des caisses soient nommés pour moitié par les syndicats et pour moitié par le patronat. Auparavant les trois quarts des membres des conseils étaient élus par les travailleurs.

« Sur ce problème, d'ailleurs, toute la gauche est d'accord. Nous nous voulons aller plus loin et inscrire l'autogestion dans la gestion de la Sécurité sociale. En liaison avec la Commission nationale « Santé » nous avons contribué à élaborer le Projet socialiste sur ce problème.

« L'offensive actuelle du gouvernement contre la Sécurité sociale est particulièrement insidieuse : on a réduit les garanties des assurés sociaux et on veut mettre en place une médecine de riches et une médecine des pauvres. C'est contre ces atteintes que le Parti est en train de mener sa campagne de défense de la Sécurité sociale.

« En liaison avec le secrétariat National au section public qui en est le maître d'œuvre, nous avons élaboré les thèmes de cette campagne et le matériel (numéro spécial de Combat socialiste - affiches - brochures). Ils appartient aux camarades du G.s.e de sensibiliser leurs fédérations, de susciter la diffusion de tracts, la rédaction de livres noirs.

« Nous nous sommes déjà aperçu que là où nos militants étaient implantés, la prise de conscience des autres camarades sur le problème de la Sécurité sociale était plus nette.

« Ce que nous voulons, c'est mettre en œuvre une véritable solidarité nationale, c'est-à-dire une garantie collective étendue et harmonisée : une couverture sociale pour tous. A plus long terme nous voulons l'harmonisation des droits et des cotisations .»

CORREZE
Le R.p.r se dérobe

Les élus de gauche au Conseil général de Corrèze avaient obtenu une séance extraordinaire pour se pencher sur la situation scolaire du département, après l'annonce de la fermeture d'une dizaine de classes. Cette séance n'a pu avoir lieu, car les élus de la majorité n'avaient pas jugé bon de se déranger. Un parti qui a, en novembre dernier, voté le budget de l'Education nationale qui entraîne ces fermetures, ne pouvait évidemment pas affronter le problème sur le terrain. Avec ou sans eux, la discussion aura lieu quand même, mercredi prochain. Mais leur dérobade n'empêchera pas les corréziens de juger leur comportement.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeau
Edition : Gérard Descotils
Rédaction : Gérard Colé
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie :** B.P.-Paris

QUESTION ECRITE

de Joseph VIDAL

sur les graves conséquences qui pourraient résulter, à plus ou moins long terme, de la réduction des crédits mis en 1979 à la disposition des organismes destinés à favoriser en France la recherche et le développement des énergies nouvelles.

Corse

(suite de la première page)

imposture de la part de ces hommes. D'ailleurs, la fermeture des mairies le 16 mars à l'appel des chefs de file R.p.r constitue la dernière expression concrète de la collusion des leaders radicaux de Haute-Corse avec la droite et elle ne fait que préfigurer le regroupement derrière Giscard aux présidentielles.

«Que cela se passe dans le cadre d'un collectif, ou d'une association préservant mieux l'identité des divers partenaires « cela ne change rien au fond du problème».

La Délégation va remettre son rapport au Bureau exécutif qui en tirera les conclusions politiques.

DRÔME
Assises de la désertification

A l'initiative de la Fédération se sont déroulées dimanche, à Vesc, un petit village du sud de la Drôme, des assises de «la désertification» auxquels participaient les responsables dromois du Parti socialiste, dont Maurice Pic, ancien ministre, sénateur-maire de Montélimar, et président du Conseil général de la Drôme, Louis Mexandeau, député du Calvados et André Vianès, membre du Comité directeur.

Le choix de Vesc répondait au désir de «mieux illustrer le processus de désertification» engagé dans cette partie du sud dromois, un processus souvent «irréversible» et se traduisant par l'éloignement des services publics, l'abandon des zones rurales par les agriculteurs et la fermeture de classes, voire même d'écoles entières dans certaines localités.

Il s'agissait de dresser un bilan de cette désertification mais aussi de mieux en cerner les causes afin de trouver les moyens d'agir.

Ces assises, ont prononcé une condamnation de l'action gouvernementale qui, «n'agit pas pour les zones déshéritées de moyenne montagne». Les socialistes dromois, ont reconnu pouvoir freiner le phénomène de désertification dans le sud du département grâce à leur poids dans l'Assemblée départementale, mais, «s'avouent impuissants à inverser seuls le cours des choses, sans un changement de politique générale».

MEAUX : RETRAIT DE DELEGATION

Le maire de la ville, Jean Lion, s'est trouvé dans l'obligation cette nuit, de retirer la Délégation aux adjoints communistes en raison de leur refus de voter le budget primitif. Les élus communistes, après avoir participé aux travaux de préparation, ont prétexté de l'augmentation des impôts (+ 23 %) pour rompre les accords régionaux et la solidarité de gestion.

Jean Lion a toujours été un partisan acharné de l'Union de la gauche et sa décision traduit la volonté délibérée du P.c de privilégier les présidentielles aux intérêts des travailleurs et de la population.

Pétition nationale Energie
Bilan de la campagne

A la Bourse du travail de Paris, le Parti socialiste et vingt deux organisations signataires de la Pétition nationale Energie se sont réunis avec la participation de nombreux représentants des régions et des collectifs régionaux, pour tirer un bilan de la campagne menée depuis le mois de juin 1979 et confrontés à des expériences locales.

Dénonciation de la politique du tout-nucléaire et de la politique du secret, exigeance d'un débat démocratique, et d'une autre politique énergétique, il ressort des diverses interventions qu'un travail considérable de formation et d'information des militants et de la population est réalisé. Il s'agit d'un travail en profondeur dont tous les effets ne se sont pas encore fait sentir.

Pour la clôture de la campagne, et la remise officielle des pétitions, une manifestation est prévue, vraisemblablement à Paris, dont les modalités restent encore à préciser.

Mardi 1er avril - 15h.
à l'Assemblée nationale
(9e bureau)

Paul Quilès :
Conférence de presse sur l'Energie

Après le retournement des cours

Fuite en avant ou récession brutale

En dépit des sinistres prédictions des experts - derniers en date ceux de l'O.c.d.e qui annoncent deux ans de vaches maigres et ceux de l'I.n.s.e.e dont la note de conjoncture publiée samedi est marquée par le pessimisme - les signes de récession restent fort minces dans les pays occidentaux.

Le niveau atteint par les taux d'intérêts - «démentiels» à en croire un expert - n'a toujours pas les résultats escomptés. Que se soit en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis, la plupart des agents économiques, les entreprises comme les particuliers, probablement convaincu que l'inflation va durer, continuent de dépenser à tout-va et au besoin de s'endetter - fort cher - pour le faire.

La machine économique continue de rouler à vive allure, même si elle n'est plus en accélération comme au dernier trimestre 1979. D'une certaine façon les fortes hausses de prix observées en février (1,4 % aux Etats-Unis, 1,1 % en France comme en Allemagne fédérale) leur donnent raison.

Lorsque les prix augmentent à si vive allure, l'argent brûle les doigts. Alors autant le transformer en actifs réels le plus vite possible. Si bien que l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie bat en brèche les thèses monétaires étriquées qui gouvernent les politiques économiques occidentales.

Dans une telle situation, deux scénarios demeurent possibles : la fuite en avant dans une inflation encore plus débridée ou la récession brutale qui ne jugulera pas à tout coup la hausse des prix.

La plupart des conjoncturistes prévoient l'arrivée de cette récession en France de la fin du printemps. Le seul signe qui leur permette une telle prédiction c'est le retournement des marchés internationaux, qu'il s'agisse de ceux purement spéculatifs de l'or ou de l'argent ou de ceux qui le sont moins (métaux non-ferreux). Sur ces derniers marchés, les opérateurs anticiperaient la récession en réduisant leurs demandes. L'autre hypothèse serait qu'ils se comportent ainsi du fait d'une asphyxie financière provoquée par la chereté des liquidités.

Il paraît probable en tout cas que la récession s'amorcera par une crise financière car les banques et les organismes financiers qui ont le plus spéculé ces derniers temps sont les premières victimes du retournement général des cours. Il y a déjà des bruits de panique et de faillite à Wall-Street. Et pas seulement à Wall-Street.

Sur le front écologique

Marée noire

Le «Tanio» fuit toujours. Une nouvelle nappe de mazout a été signalée sur la côte du Nord Finistère. Une mini-marée noire a atteint Brest samedi après-midi.

Au même moment, à Brest avait lieu une manifestation qui se serait disloquée rapidement sans l'intervention musclée des policiers qui, pour dégager la voie publique, chargèrent à la matraque et aux gaz lacrymogènes. Du coup, la manifestation en forme de face à face se prolongea jusqu'à 18 heures. Les bretons viendront manifester mercredi prochain 2 avril, à Paris (rassemblement à l'esplanade des Invalides. à 15 heures). Le Comité de Coordination a demandé audience à l'Elysée, à l'issue du Conseil des ministres.

Nucléaire

Une fuite d'hexafluorure s'est produite dans un des bâtiments d'Eurodif à Pierrelatte. Cet incident est jugé particulièrement grave par la C.f.d.t. La décontamination a commencé vendredi dernier et durera une dizaine de jours.

D'autre part le J.o du 29 mars a publié deux décrets déclarant d'utilité publique les travaux de construction des centrales nucléaires de Nogent S/Seine et de Penly (Seine-Maritime).

Bulle

— Samedi 19h07 - A.c.p n° 125 - L'agence de presse iranienne donne le contenu d'un message de Carter à l'iman Khomeiny, qui propose la création d'une Commission bipartite «pour mettre un terme au différent entre les deux pays».

— 19h42 A.c.p n° 135 - Démenti de la Maison Blanche.

— Dimanche 00h03 A.c.p n° 209 - Khomeiny affirme qu'il a bien reçu le message.

— 14h41 A.c.p n° 051 - Le gouvernement suisse précise que son ambassadeur à Téhéran à transmis un message de Carter à Bani Sadr mais pas à Khomeiny.

— 23h23 A.c.p n° 160 - Ghotbzadeh confirme qu'il a reçu un message de Carter «verbalement».

— Lundi 07h09 A.c.p n° 004. Il y a bien eu message, mais pour le gouvernement des Etats-Unis «ce document n'aurait valeur que de simple note de travail».

Conclusion : à Téhéran cinquante personnes sont doublement otages : des étudiants iraniens d'une part ; et d'une campagne présidentielle d'autre part.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

La semaine sociale

Fonction publique, S.n.c.f, assurance-maladie

Les réponses des syndicats aux propositions salariales pour 1980 à la S.n.c.f et dans la fonction publique marqueront le début de la semaine sociale qui pourrait également voir évoluer un autre dossier : celui de l'assurance-maladie.

Les négociations sur le contrat salarial de deux millions six cent mille fonctionnaires pour l'année en cours ont pris fin, et pour la première fois depuis longtemps, on connaîtra avant Pâques l'issue de ces discussions. Les Fédérations vont consulter leur base avant de donner leur réponse au secrétaire d'Etat, Jacques Dominati, dans les tous prochains jours.

Pour l'instant, une seule Fédération a clairement indiqué qu'elle ne signerait pas l'accord 1980 : la C.g.t. Quant à la C.f.d.t, elle dira sans doute également non. Elle attend cependant d'avoir réuni, mardi matin sa Commission éxécutive pour donner officiellement sa réponse.

Elle estime n'avoir obtenu satisfaction sur aucun des points qu'elle jugeait essentiel, à savoir les bas salaires, les retraites et la durée du travail. Les cadres de la C.g.g se sont aussi montré très réservés à l'égard des propositions du gouvernement.

Il semble donc que comme l'an dernier, seuls F.o, la F.e.n, la C.f.d.t et les autonomes apposeront leurs signatures, non sans avoir consulté leurs instances. Mais déjà, elles ont indiqué que plusieurs mesures annoncées par J. Dominati avait «un aspect positif», en particulier en ce qui concerne l'application, dès le 1er avril, de la formule trimestrielle décidée pour le maintien du pouvoir d'achat. Formule qui sera prolongée jusqu'au 1er avril 1981.

A la S.n.c.f, les syndicats ont jusqu'à mercredi en fin d'après-midi pour faire connaître leur réponse au projet de la direction qui prévoit le maintien du pouvoir d'achat des 260.000 cheminots et une légère progression, en fonction de la productivité de l'entreprise nationale. Les Fédérations C.g.t et C.f.d.t ont déjà fait savoir qu'elles ne signeraient pas d'accord. Les autres organisations F.o, C.f.t.c, F.g.a.a.c (conducteurs autonomes) et F.m.c (maîtrise et cadres) ont demande à réfléchir. Il est probable qu'elles se retrouveront jeudi pour la séance de signature, avec la direction générale.

En revanche dans le secteur de l'assurance maladie, les contacts ne sont toujours pas renoués entre les caisses et la Confédération des syndicats médicaux français (C.s.m.f).

A un mois de l'échéance de l'actuelle convention, qui vient à expiration le 30 avril prochain, aucune reprise des négociations, suspendues le 18 mars dernier, n'a été décidée. Ces dernières pourraient en définitive reprendre avec la seule Fédération des médecins de France (F.m.f), organisation minoritaire mais représentative qui a proposé aux caisses une reprise des négociations «à marche forcée», afin d'éviter un vide conventionnel à partir du 1er mai.